

27/10/2010

PREFET D'EURE ET LOIR

**Direction départementale de la
cohésion sociale et de la
protection des populations**
Service Environnement Nature
15 place de la République
28019 CHARTRES

Tél. : 02.37.90.72.18
Fax : 02.37.35.18.12

0012620101027apc

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
PORTANT AGREMENT DE LA SOCIETE **GALVA METAL**
COMMUNE DE **MEAUCE**
POUR L'EXPLOITATION D'INSTALLATIONS DE DEPOLLUTION ET DE DEMONTAGE
DE VEHICULES HORS D'USAGE ("DEMOLISSEUR n° PR 28 00016 D")

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°748 du 10 avril 1991 autorisant Monsieur Jean-Claude COQUATRIX à exploiter, à MEAUCE, un dépôt de récupération et stockage de déchets de métaux et de véhicules hors d'usage ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 22 août 1995 effectuée par Monsieur MAHEUX en qualité de gérant de la SARL NITRA ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 6 avril 2007 délivré par Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir au profit de la société GALVA METAL ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2010 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société GALVA METAL afin d'interdire tout stockage ou traitement de véhicules hors d'usage ;

Vu la demande d'agrément, reçue le 5 mai 2010, présentée par la société GALVA METAL sise à MEAUCE, en vue d'effectuer la dépollution des véhicules hors d'usage, complétée par courrier reçu le 2 juin 2010 ;

Vu l'attestation de conformité délivrée par l'organisme ECOPASS le 16 avril 2010 jointe à la demande d'agrément ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 juillet 2010 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 15 septembre 2010. ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 28 septembre 2010, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant que la demande d'agrément reçue le 5 mai 2010 présentée par la société GALVA METAL et complétée par courrier reçu le 2 juin 2010 comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1

La société GALVA METAL est agréée, pour ses installations situées, Rue de l'Europe 28240 MEAUCE, pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sous le numéro PR 28 00016 D ("démolisseur").

L'agrément est délivré pour une durée de six ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2

La société GALVA METAL dont l'installation est sise Rue de l'Europe à MEAUCE est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 3

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2010 est abrogé.

Article 4

L'arrêté préfectoral n° 748 du 10 avril 1991 susvisé est complété et modifié comme suit :

Article 4.1

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral susvisé est remplacé par : "La Société GALVA METAL est autorisée aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation, à exploiter un chantier de récupération de déchets de métaux, situé sur le territoire de la commune de MEAUCE dans les parcelles cadastrées section ZH n° 104-130. Les activités qui y sont exercées sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature :"

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712		A	VHU (Broyage, dépollution, démontage, découpage ou broyage)	Dépollution et démontage de véhicules hors d'usage	Surface utilisée	>50	m ²	7 469	m ²
2713	1	A	Métaux et déchets de métaux y compris alliages (Transit, regroupement ou tri)	Transit regroupement et tri	Surface utilisée	>=1 000	m ²	1 000	m ²

Les déchets pouvant être admis et traités sur le site sont :

- les véhicules hors d'usage ;
- les déchets de métaux et d'alliages ferreux et non ferreux ;

L'admission de tout autre type de déchets est interdite.

Les véhicules hors d'usage admis sur le site proviennent prioritairement des départements d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes.

Les quantités annuelles admises sont limitées à :

- 500 unités pour les véhicules hors d'usage, soit 400 tonnes ;

- 240 tonnes pour les déchets de métaux et d'alliages ferreux et non ferreux ;

Les déchets admis sont éliminés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et à la réglementation en vigueur."

Article 4.2

Il est ajouté un article 2§2.1.12 à l'arrêté préfectoral du 10 avril 1991 susvisé :

"Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention.

Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les eaux issues des emplacements affectés au dépôt des véhicules hors d'usage et au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés ci-avant, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kg/j, à 35 mg/l si le flux maximal journalier est supérieur à 15 kg/j ;
- Hydrocarbures totaux inférieur à 10 mg/l ;
- Plomb inférieur à 0,5 mg/l. »

Article 4.3

Il est ajouté un article 2§2.5.4 à l'arrêté préfectoral du 10 avril 1991 susvisé :

« Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n°2002 1563 du 24 décembre 2002 relatif à l'élimination des pneumatiques usagés. Ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination."

Article 4.4

L'article 2§2.6.1 est complété comme suit :

« Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.

Le dépôt est situé à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment. »

Article 5

La société GALVA METAL dont l'installation est sise à MEAUCE est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Article 6

La société GALVA METAL peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Il peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique ; ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Les tiers, personnes physiques ou morales, la commune intéressée, peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers que le site présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 7

Le présent arrêté est notifié à la société GALVA METAL par voie administrative. Copies conformes en sont adressées à Monsieur le Maire de la commune de MEAUCE et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre.

Un extrait du présent arrêté est, aux frais de la société GALVA METAL, inséré par les soins du Préfet d'Eure-et-Loir, dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché en Mairie de MEAUCE pendant une durée d'un mois à la diligence de Monsieur le Maire de MEAUCE qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en outre par la société GALVA METAL dans son établissement.

Article 8

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Sous-Préfet de NOGENT LE ROTROU, Monsieur le Maire de MEAUCE, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 27 Octobre 2010

P/ LE PREFET,
Pour le Secrétaire Général,
Le Sous-Préfet, 
Roger SILHOL

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ Réemploi.

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5°/ Dispositions relatives aux déchets.

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6°/ Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

7°/ Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.